



**Communauté de Communes
de Montesquieu**

1 allée Jean Rostand
33650 MARTILLAC

T. 05 57 96 01 20

F. 05 57 96 01 29

Profil acheteur : www.demat-ampa.fr

Adresse internet : www.cc-montesquieu.fr

Marché public de travaux

Travaux de remise aux normes règlementaires et de sécurité des clôtures des structures multi accueil











Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

Règlement de la Consultation (R.C.)

Date limite de remise des offres :
mercredi 17 décembre 2025 à 12h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

| | |
|---|---|
|  | <p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : Travaux de remise aux normes règlementaires et de sécurité des clôtures des structures multi accueil</p> |
|  | <p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Communauté de communes de Montesquieu 1 allée Jean Rostand 33650 - MARTILLAC</p> |
|  | <p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux en vigueur.</p> |
|  | <p>Le marché n'est pas alloti.</p> |
|  | <p>Profil acheteur :</p> <p>https://demat-ampa.fr</p> |
|  | <p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p> |
|  | <p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p> |
|  | <p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p> <p>_____</p> |
|  | <p>La visite du site est obligatoire.</p> |
|  | <p>La consultation comporte une ou plusieurs variantes autorisées. Aucune variante exigée n'est prévue.</p> |
|  | <p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative. La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p> |
|  | <p>Code CPV principal de la consultation : 45340000-2 : Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositifs de sécurité</p> |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... | 4 |
| 1.1. Objet de la consultation | 4 |
| 1.2. Codes CPV..... | 4 |
| 1.3. Durée..... | 4 |
| ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION | 4 |
| ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 4 |
| 3.1. Procédure de passation | 4 |
| 3.2. Allotissement..... | 4 |
| 3.3. Négociation..... | 5 |
| 3.4. Renseignements complémentaires | 5 |
| 3.5. Visite de site | 5 |
| ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE..... | 5 |
| 4.1. Dossier de candidature..... | 5 |
| 4.2. Sous-traitance..... | 6 |
| 4.3. Groupements d'opérateurs économiques..... | 6 |
| ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE..... | 7 |
| 5.1. Présentation du dossier d'offre..... | 7 |
| 5.2. Variantes | 7 |
| 5.3. Prestations supplémentaires éventuelles | 8 |
| 5.4. Délai de validité..... | 8 |
| ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE..... | 8 |
| ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS..... | 9 |
| ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ | 10 |
| ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS..... | 10 |

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des travaux : Travaux de remise aux normes réglementaires et de sécurité des clôtures des structures multi accueil.

Lieu d'exécution : Territoire de la Communauté de communes de Montesquieu.

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 45340000-2 - Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositifs de sécurité.

1.3. Durée

Durée :

La durée du marché commence à courir à partir de la date de notification. Le marché se terminera à la fin de la durée de garantie de parfait achèvement des travaux.

Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation de 1 mois par SMA est prévue.

Délai d'exécution :

La date de démarrage des travaux sera contractualisée par ordre de service et pour chaque SMA.

Le délai d'exécution correspond au délai, en jours calendaires, sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre. Un planning d'exécution détaillé sera transmis par le candidat dans son offre et sera finalisé et validé avec la collectivité, contractualisé par ordre de service. Toute modification du planning en cours d'exécution du marché sera formalisée par ordre de service.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

3.2. Allotissement

Le pouvoir adjudicateur décide de ne pas allouer le marché pour les raisons suivantes : La dévolution en lots séparés est de nature à rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

3.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations. La demande de négociation sera effectuée via le profil acheteur. Les candidats pourront soit confirmer leur offre, soit déposer une offre modifiée, par voie électronique sur le profil acheteur.

3.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr>.

3.5. Visite de site

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux.

Les conditions de visite sont les suivantes :

Une visite est organisée **le vendredi 21 novembre 2025 (circuit 01) de 08h30 jusqu'à 12h30 et le mardi 25 novembre 2025 (circuit 02) de 08h30 à 12h30**. Rendez-vous devant la crèche de La Brède –(1 place Saint Jean d'Étampes – 33650 LA BREDE) pour le 21 novembre et devant la crèche de Martillac (1 place Marcel Vayssière – 33650 MARTILLAC) pour le 25 novembre.

Merci de confirmer votre présence à l'adresse suivante : Services Techniques – Céline COUMAILLEAU – 06 08 66 05 43 – Email : c.coumailleau@cc-montesquieu.fr ; Olivier PINARD – 06 70 77 78 29 – Email : centre.technique@cc-montesquieu.fr

Circuit de visite :

Circuit 01 : La Brède – Castres – Saucats.

Circuit 02 : Martillac - Cadaujac – Saint Médard d'Eyrans.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Toutefois, le maître d'ouvrage acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si des justificatifs démontrant la bonne connaissance des lieux d'exécution sont apportés.

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

| N° | Capacité économique et financière du candidat |
|----|---|
| 1 | Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. |

| N° | Capacité technique et professionnelle du candidat |
|----|---|
| 1 | Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. |
| 2 | Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public. |
| 3 | Une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. |

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le maître d'ouvrage peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à

l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

| N° | Description |
|----|---|
| 1 | L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. |
| 2 | La décomposition du prix global et forfaitaire (une DPGF offre de base et une DPGF offre variante). Chaque document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro. |
| 3 | Le cadre de réponse mémoire technique du candidat pour l'offre de base ; dans le cas de présentation d'une variante, un document annexe expliquant et justifiant la variante devra être joint au cadre de réponse. |
| 4 | Un planning d'exécution détaillé des travaux par phase et par SMA. |
| 5 | Les fiches techniques des matériaux, matériels présentés dans l'offre du candidat. |
| 6 | Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant ou la liste des sous-traitants pressentis le cas échéant. |
| 7 | L'attestation de visite en annexe correctement complétée et signée. |

La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou calc sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format pdf.

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire est autorisée :

Le candidat pourra proposer en variante des solutions alternatives aux emplacements initiaux des portails et portillons si cela facilite les accès à la SMA et la sécurité des usagers.

Le candidat qui présente une variante doit également remettre une offre entièrement conforme à la solution de base.

Aucune variante exigée n'est prévue.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

| N° | Description | Pondération |
|---|---|-------------|
| 1 | Prix | 45 |
| | <i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i> | |
| 2 | Valeur technique | 50 |
| | <i>Les sous critères sont détaillés dans le cadre de réponse mémoire technique</i> | |
| 3 | Démarche environnementale | 05 |
| | <i>Les spécifications liées à ce critère sont détaillées dans le cadre de réponse mémoire technique</i> | |
| Pondération totale des critères d'attribution : | | 100 |

Dispositions relatives au cadre de réponse mémoire technique :

Le cadre de réponse mémoire technique devra obligatoirement être complété par le candidat sous peine de rejet de son offre ; il permettra à la Communauté de Communes de Montesquieu de pouvoir analyser les offres de chacun. Ce document est élaboré sur la base des différents critères d'évaluation des offres.

Chaque candidat a la possibilité de joindre une annexe (fiche technique ou tout document utile à la compréhension) ; la référence à chaque annexe doit être indiquée avec précision dans le mémoire technique.

Les candidats devront répondre uniquement via cette trame et compléter en totalité le cadre de réponse.

Les candidats ne devront pas copier leur mémoire technique généraliste dans la trame ci jointe.

Le cadre de réponse une fois complété ne devra pas comporter plus de 15 pages (hors pages 1 et 2 et annexes)

Les candidats qui ne respecteraient pas les prescriptions ci-dessus verront leur note technique diminuée de 5 points.

Pour ce qui concerne les variantes, un document annexe expliquant et justifiant la variante devra être joint au cadre de réponse.

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complété par le candidat.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://demat-ampa.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les

dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- La DPGF dûment remplie datée et signée par la personne habilitée à engager la société
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

- Le CCAP

Le document devra être daté, approuvé et signé par le prestataire habilité à engager la société

- Le CCTP

Chaque document devra être daté, approuvé et signé par le prestataire habilité à engager la société

- Relevé d'Identité Bancaire

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Bordeaux

Tél. : 05 56 99 38 00

Fax :

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de BordeauxDREETS Nouvelle-AquitainePôle C - Immeuble Le Pôle

Tél. : 05 55 12 20 47

Fax :

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.